

Histoire de France contemporaine

M. Maurice AGULHON, professeur

Le cours a eu lieu du 14 janvier au 15 avril 1991, avec une interruption consacrée à un enseignement à l'École française de Rome, dans la semaine de fin février-début mars.

Il portait cette année encore sur la *Révolution de 1848 et la Seconde République en France*. Les raisons de ce choix et la nature du travail ont été exposées au début du rapport de l'année dernière, auquel on peut se reporter.

Le cours précédent avait étudié l'insertion de l'histoire de 1848 dans l'histoire générale du siècle, d'une part, les événements et les conflits en milieu urbain, et notamment parisien, de l'autre. Ce sont cette année, les questions provinciales et rurales qui ont occupé la plus grande partie du temps.

Le premier chapitre (cours des 14 et 21 janvier) a repris la description du « parti républicain » tel qu'il était à la veille de la Révolution de Février. A l'échelle nationale quelques députés, deux grands journaux, mais aucune coordination occulte (le Grand Orient de France semble avoir consciemment résisté aux vellétés de politisation). Cependant, une grande puissance potentielle, une grande « réserve » de recrutement, existait dans le parti « patriote », celui des partisans restés attachés à la Révolution de Juillet. Comme la suite devait le montrer, tout l'orléanisme de gauche était républicain virtuellement par la logique de ses principes. C'est en ce sens qu'on pourrait dire que la Révolution de 1830 a été plus importante, au fond, que celle de 1848. On pourrait dire aussi que la Monarchie de Juillet fut une sorte de préhistoire de la République (ce qui est une réévaluation positive) et non pas seulement l'apogée d'une domination « bourgeoise » (comme le veut le réquisitoire traditionnel). L'étude poursuivie à l'échelle locale confirme ces impressions. Les fils des familles bourgeoises font normalement alors des études de Droit. Tous ne poussent pas la logique du libéralisme jusqu'au radicalisme, mais beaucoup le font, et pas seulement sous l'influence d'une culture familiale. On soupçonne un autre déterminisme, celui de certaines Ecoles de

Droit, Paris bien sûr, mais aussi Grenoble ou Poitiers, d'où sont sortis en grand nombre les jeunes avocats qui devaient encadrer la République, dans les régions alpine, rhodanienne, ou limousine. La piste serait à suivre.

L'étude des moyens d'action et d'influence des opposants de gauche dans les années 1840 amène à reconsidérer le rôle des cercles, celui des journaux (ce sont encore de toutes petites entreprises, faciles à fonder et à rédiger), celui — encore plus méconnu — de l'action dans les conseils municipaux, enfin celui des troubles sociaux à caractère populaire. Ceux-ci donnent lieu à des procès où les avocats opposés au gouvernement sont tout naturellement appelés en défenseurs. Un avocat bourgeois libéral, même s'il n'est pas idéologiquement très avancé (ou avant de l'être devenu), est normalement défenseur des compagnons en grève ou des communes rurales engagées dans des conflits agraires, d'une part parce que tout ce qui remue contre le gouvernement lui agréé, et d'autre part parce que le libéralisme dans son acception la plus authentique amène à un minimum de curiosité pour tout ce qui touche au peuple. La même combinaison de causes a parfois aussi pu mobiliser des légitimistes.

Malgré l'étroitesse de la politique en régime censitaire, on constate donc dès avant 1848 (et on verra confirmer sous la République) que de grands bourgeois aisés, élus députés par un corps électoral très limité, ont néanmoins été très largement populaires. L'explication traditionnelle en rendait compte en insistant sur leur rayonnement social de grands propriétaires riches, naturellement protecteurs et paternalistes — caractère commun à tous les notables quelle que soit leur opinion. Mais il faut ajouter deux autres ressorts. D'abord le député bon défenseur de sa circonscription est un type qui existe déjà ; or, en agissant pour obtenir des routes, des chemins de fer, ou un bon écoulement des vins, on se fait utile et bienfaisant pour les non-électeurs et pas seulement pour les électeurs. En outre, le député qui plaide pour toutes les victimes de répression ou de tracasserie gouvernementales s'attire des grâces qui se retrouveront.

On a étudié avec plus de détail ces processus de liaison à partir de deux exemples que leur extrême notoriété a rendus fameux, celui de Lamartine et celui d'Arago, mais on a montré aussi qu'ils n'étaient pas exceptionnels. La communication entre l'univers du notable et l'univers populaire a existé, quoique multiforme, et elle aide à comprendre une autre communication méconnue, entre la politique bourgeoise d'avant 48 et la politique en suffrage universel.

C'est dans cet esprit et avec cet ordre de curiosité qu'on a repris l'histoire des débuts de la République en province (deuxième chapitre, cours du 28 janvier). L'interrègne entre la nouvelle de l'abdication du roi des Français et l'arrivée effective des Commissaires de la République, les passations de fonctions plus ou moins aisées, les troubles sociaux favorisés par la vacance du

pouvoir, puis l'installation des Commissaires et leurs réactions diverses à ces troubles, — rien de très neuf sur tout cela, en termes généraux. Sauf à apporter quelques mises au point sur des thèmes bien connus et ressassés, comme — citées à titre d'exemple — les fameuses plantations d'arbres de la liberté avec la bénédiction du clergé. Elles ont existé, certes, mais il y a eu d'autres actes symboliques que ces plantations (changements des noms de rues, inscriptions sur les édifices publics) ; il y a eu d'autres manifestations religieuses officielles que les bénédictions d'arbres (offices funèbres pour les morts de février) ; il y a eu parfois des conflits, et pas seulement du consensus, dans ces cérémonies ; les plantations elles-mêmes enfin ont une chronologie intéressante. Certaines, suivant immédiatement la nouvelle du changement de régime, donc très spontanées, paraissent traduire un souvenir authentique des fêtes de 1789 et 1830 ; d'autres, plus tardives, reproduisent plutôt le modèle central, national, parisien, connu par la presse, et désormais objet de quelque conformisme. Ce n'est qu'un exemple, et un exemple de détail. Mais l'un de nos objectifs est depuis longtemps la revalorisation du détail, revalorisation réussie, ou en tous cas légitime, dans la mesure où le vécu pittoresque de l'histoire politique et sociale est relu et recadré sous l'inspiration de la sociologie ou de l'ethnologie.

Un troisième chapitre (leçon du 4 février), en arrivant à l'étude des élections d'avril 1848, les premières effectuées au suffrage universel masculin, confirmait les analyses énoncées plus haut sur le thème de la continuité. Le résultat majeur fut bien le renouvellement du personnel politique, mais un résultat mineur n'est pas à négliger, c'est la revanche que le vote populaire offrit au dernier épisode des élections censitaires : les notables de l'opposition dynastique de 1846 ont été souvent réélus, les conservateurs de la majorité Guizot de 1846 bien plus rarement.

Au-delà de la France provinciale métropolitaine, il faut aussi considérer la France coloniale de ce temps, c'est-à-dire l'Algérie et les Antilles (quatrième chapitre, 11 février). C'est surtout l'histoire de ces derniers territoires, qui a été récemment étudiée. Nous avons surtout insisté sur le problème d'historiographie et d'idéologie qu'elle pose, autour du personnage de Victor Schoelcher, dont le nom est lié à l'abolition de l'esclavage, et encore honoré comme tel en métropole. Or, du point de vue « caraïbe », son personnage est aujourd'hui triplement négatif. 1) Il n'aurait pas donné la liberté aux esclaves, c'est le peuple qui l'aurait conquise par ses luttes (!). 2) Sa politique locale a comporté une part de remise en ordre et de remise au travail qui était répressive. 3) Son idéal était l'intégration à la France, donc la négation d'une identité. Sur chaque thème on peut entrer dans bien des discussions plus ou moins complexes. L'intérêt général du débat est de faire apparaître que l'idéal d'égalité des droits et d'assimilation, qui était perçu comme révolutionnaire par rapport à l'unique subordination d'hier, passe aujourd'hui pour réactionnaire face à la revendication d'un nationalisme prospectif. Par là, le micro-

cosme des Antilles françaises est éclairant sur une dialectique du Républicanisme et du Tiers-mondisme dont la portée géographique, chronologique — et même politique — la dépasse largement.

Un cinquième chapitre (18 février) avait à évoquer les données économiques de la situation de la France dans la courte période de 1848 à 1851. Il ne va pas de soi que l'on puisse faire coïncider une périodisation économique et une périodisation politique. Le remplacement de « l'ancien régime économique » par la grande phase d'installation du capitalisme industriel moderne ne coïncide pas plus avec le renversement de Louis Philippe en 1848 qu'avec celui de la République en 1851. On voit bien, en revanche, qu'une grande dépression économique a à peu près coïncidé avec les années de la Deuxième République française. Eléments de cette conjoncture mauvaise ? les plus liés à la politique sont ceux de la psychologie, et notamment de la psychologie des possédants. On dit trop qu'ils ont été rassurés par la victoire de l'ordre en juin 1848 ; la consolidation conjointe des pouvoirs conservateur et présidentiel en 1850 a été une étape non moins importante, mais certains notables ne se sentiront pas à l'aise avant le coup d'Etat. Parallèlement, il est vrai, une grande réforme technique rendue nécessaire par la crise de 1848, la création des Comptoirs nationaux d'escompte, avait favorisé une reprise, sensible elle aussi en 1850. L'histoire des grands moteurs économiques que seront les travaux « haussmaniens » de Paris et la reprise de constructions de chemins de fer offre la même vue nuancée : l'élan notoire de 1852 s'annonce déjà par quelques débuts d'initiatives et de réalisations.

Fort importante est aussi la situation dans l'agriculture. Mévente des principaux produits et absence de crédit agricole moderne créent ici un malaise général. Les études régionales récemment multipliées en montrent les effets diversifiés, selon les catégories de productions dominantes, la présence ou l'absence de la grande propriété, etc. Mais le résultat mental et politique du malaise peut être soit la nostalgie d'un régime plus conservateur soit l'espérance d'un régime plus radical, et aucune corrélation proposée entre ces deux options et les conditions économiques pures n'est vraiment convaincante. Une seule chose paraît universelle : la solution à la détresse des plus démunis par la migration vers les villes. Entre les recensements de 1846 et de 1851, la population rurale a partout amorcé son mouvement historique de régression.

Le sixième chapitre (11 mars et 18 mars partiellement) achevait la série d'études provinciales en reparcourant la résistance au Coup d'Etat en province, morceau de prédilection de notre ouvrage dans sa première forme. Nous avons confronté nos analyses avec celles des tendances historiographiques plus récemment apparues : les théories (américaines) qui privilégient la notion de modernisation — les théories (françaises régionalistes) qui mettent l'accent sur le régionalisme implicite des luttes — les réflexions neuves (mais que nous avons nous-même déjà esquissées dans la *République au village*) sur

l'anthropologie de la révolte sociale. On ne peut que renvoyer à notre nouvelle édition, à paraître, où l'on trouvera les discussions trop complexes pour être ici résumées.

Nous ferons de même pour les derniers chapitres, relatifs, ceux-ci, à l'histoire générale ou centrale de la Deuxième République. Le chapitre septième (18 et 25 mars) sur le camp, ou « parti », dit « de la Montagne » a pu s'enrichir de quelques recherches nouvelles sur ses moyens d'expression et de propagande (telle thèse inédite d'un historien québécois sur les *Almanachs*), ou de quelques publications de textes particulièrement éclairantes (la correspondance du futur colonel Denfert-Rochereau).

Le huitième (25 mars et 8 avril) sur le parti de l'Ordre a retravaillé l'exposé ancien à la fois à partir des analyses de la *Révolution* de François Furet (Hachette 1988) et des relectures d'écrits conservateurs d'époque (comme les *Mémoires de la duchesse de Maillé*). Éclairante aussi, une récente monographie de la jeunesse d'Hippolyte Taine qui le montre, jeune normalien de 1848-1851, dans une position originale. Solidaire des « rouges » par son anticléricalisme, séparé d'eux par ce qu'il croit déceler en eux de nouvelle mystique, il est déjà sur la voie de l'élaboration d'un système rationaliste de conservatisme social, dont l'apparition constituera — nous l'avons dit ailleurs — le grand fait nouveau de l'histoire intellectuelle de la France. Mais Taine ne fera école que vingt ans après la Seconde République. Dans l'immédiat, le Parti de l'Ordre apparaît comme le parti d'une dictature molle enrobée de propagande catholique, ce qui aboutira à moyen terme à renforcer le parti républicain par de nouvelles cohortes issues des milieux bourgeois fidèles à la « libre pensée ».

La neuvième leçon (8 et 15 avril) a reparcouru l'histoire de l'année 1852, qui sépare le Coup d'État du rétablissement de l'Empire, en l'enrichissant de peu de détails nouveaux.

Le 15 avril a été également consacré à une Conclusion plus générale sur le bonapartisme, puisque celui-ci va constituer le résultat à court terme de la Seconde République. On a envisagé essentiellement son historiographie récente. Celle-ci est marquée, comme nul ne peut l'ignorer, par une tendance à la réhabilitation de Napoléon III, pour un ensemble de raisons, les unes bonnes et compréhensibles, d'autres toujours contestables, entre lesquelles nous avons tenté de faire le tri. Cet examen délicat devant excéder la place disponible dans l'ouvrage en cours de refonte, nous consacrerons sans doute prochainement un article à cette question.

ENSEIGNEMENT À L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME

Notre mission à l'École française de Rome a comporté deux étapes.

Le mercredi 27 février au matin, dans la salle du département d'histoire de l'Université « La Sapienza », avec laquelle notre École a une sorte d'association pédagogique. Un public formé d'élèves de l'École de Rome et d'étudiants italiens, sous la présidence du professeur Franco Pitocco. Sujet : *1848, le suffrage universel et la politisation des campagnes*. Une première partie exposait la période antérieure à 1848 et notamment le problème de la transmission du souvenir et des doctrines de 1789-1793 aux générations suivantes en milieu rural (difficile dosage entre la thèse des authentiques survies sur place, et celle qui valorise les réapprentissages par voie livresque). La seconde décrivait plus classiquement ce qui s'est passé avec le suffrage universel ; d'une part de 1848 à 1851 (ici, vue synthétique de notre cours — résumé plus haut) ; d'autre part aussi de 1852 à 1870, avec les effets positifs de la pratique maintenue du S.U. sous le Second Empire, tels que les a décrits la thèse très neuve, encore inédite, de notre élève Patrick Lagoueyte. La troisième partie examinait les objections récemment opposées à la notion même de politisation des campagnes au milieu du XIX^e siècle ; objections de Peter Mc Phee, pour qui la notion d'apprentissage de la politique est en elle-même méprisante pour les capacités culturelles du paysan ; objections d'Eugen Weber, qui date cette acculturation de la fin du XIX^e siècle seulement et la juge encore illusoire en 1848-1851 ; objections de Theodor Zeldin, qui croit à l'incommunicabilité de l'univers politique et de l'univers paysan. Nous avons repoussé ces objections, mais ces débats difficiles s'énoncent en termes trop complexes pour pouvoir faire l'objet d'un bref résumé.

La conférence sera rédigée et publiée en italien dans la revue d'histoire qu'édite « La Sapienza ».

Le lundi 4 mars nous avons assisté toute la journée, à l'École de Rome cette fois, au Colloque « Les études de sociabilité en France et en Italie » présidé conjointement par le Directeur adjoint pour l'histoire moderne, notre ancien élève Philippe Boutry, et par le professeur Franco Rizzi. Public d'élèves de l'École de Rome et de chercheurs et professeurs italiens venus de toutes les principales villes. Leurs communications portaient sur la sociabilité et la vie associative en Italie. Notre intervention finale, en fait une longue conférence, eut à la fois à commenter les résultats de certains des exposés entendus, à apporter un survol des recherches plus ou moins comparables qui se font en France, et à reprendre l'origine et les intérêts historiographiques de la notion de Sociabilité.

Nous y reviendrons dans notre cours de l'an prochain.

LE SÉMINAIRE

Il a eu lieu, comme le cours, du 14 janvier au 18 février puis du 11 mars au 15 avril 1991 et il a été consacré comme les années précédentes à la collecte et au commentaire de documents nouveaux sur l'imagerie et la symbolique républicaines de la Révolution à nos jours (deux ouvrages publiés, 1789-1880 et 1880-1914), le troisième en préparation (depuis 1914).

Le 14 janvier, présentation de quelques recherches d'historiens américains, tant sur l'allégorie politique en France que sur l'allégorie féminine dans leur propre Révolution (de « *Libertas americana* » à « la princesse indienne »).

Le 28 janvier, compléments, corrections, réflexions sur la période 1800-1848 en France.

Le 4 février même chose sur l'année 1848.

Le 11 février même chose sur la période 1849 à 1870.

Le 18 février même chose sur la période 1870-1880 à 1914.

Le 11 mars. Un problème plus général : nouvelles données sur la monumentalité politique et sa perception dans la période 1880-1914.

Le 18 mars, données diverses sur la période récente (fêtes civiques avec allégorie, caricatures, perception des monuments).

Les trois derniers séminaires ont bénéficié de la participation active d'intervenants extérieurs.

Le 25 mars, M. Pierre Bonte, journaliste spécialisé dans l'observation de la vie municipale en milieu rural, a été interrogé sur la thématique actuelle des bustes de mairies, de leur renouvellement et de leur perception.

Le 8 avril, M. Yves Pourcher, maître de conférences à l'Université de Tours, nous a aidé à discuter et à préciser les notions approximatives de folklore politique et de folklore en politique (cf. son article dans les *Temps modernes* de mars-avril 91).

Le 15 avril, M^{me} Françoise Karro, conservateur à la Bibliothèque Nationale, nous a présenté, pour une utile comparaison, le problème des emblèmes et de la représentation de l'Etat dans les monarchies d'ancien régime.

Ce type de confrontation, et ces exposés sur les thèmes généraux jusque-là empiriquement rencontrés dans notre recherche particulière, seront continués en 1991-1992.

ACTIVITÉS DIVERSES

En novembre 1990 est sorti des presses *La République de 1880 à nos jours*, tome V de l'*Histoire de France illustrée Hachette*. Cet ouvrage nous a amené, à la demande de l'éditeur, à effectuer en novembre et décembre 1990 et janvier 1991 de nombreux déplacements en France et en Belgique pour conférences, interviews, ou émissions audio-visuelles. Ces diverses activités étant à mi-chemin entre la vulgarisation historique et la publicité commerciale, il est inutile d'en donner ici le détail. L'ouvrage a été honoré en décembre 1990 par l'octroi du *Grand Prix National d'Histoire* décerné par le Ministère de la Culture, et nous venons d'apprendre que l'Académie française lui décernait le *premier Grand prix Gobert* pour 1991.

En fait de *publications* nous avons d'autre part vu paraître la traduction en italien de *La République au village* (Bologne, Il Mulino) et la traduction en portugais de *1848 ou l'apprentissage de la République* (Sao Paulo). Sont parus aussi, préfacés par nous, les *Girondins de Lamartine*, d'Antoine Court (éditions du Roure, S' Julien Chaptueil), *Les ouvriers du Cher*, de Michel Pigenet (Paris, éditions de l'Institut CGT d'histoire sociale), *Généralisations romantiques (le quartier latin et les étudiants de 1815-1848)*, de Jean-Claude Caron (Paris, Armand Colin), *Autour de la Muse rouge* de Robert Brécy (éditions Christian Pirot), *Le militaire, l'écolier, le gymnaste*, de Pierre Arnaud (Presses Universitaires de Lyon), ainsi que le catalogue *Napoléon aux Invalides* (« le Retour des Cendres »), exposition réalisée par le Musée de l'Armée.

Parmi les textes et publications collectives diverses, citons sommairement d'abord les volumes d'actes des Colloques généralement liés au Bicentenaire et déjà signalés au titre « Colloques et congrès » dans le rapport précédent (Milan, Santiago, ce dernier texte espagnol étant repris en français dans les *Annales historiques de la Révolution française* n° 279). Ensuite le volume *La Guerre de 1870-1871 et ses conséquences* (actes d'un plus ancien colloque franco-allemand, publié par Ph. Levillain et R. Riemenschneider, Bouvier Verlag, Bonn). Egalement publiée notre contribution dans *La Bibliothèque imaginaire du Collège de France*, aux éditions du journal « Le Monde » — et enfin divers articles variés, sollicités par des revues telles que *Terrains* (d'octobre 1990) sur le thème de la représentation visuelle en politique, *Métal Pensant* (1990-c) sur le même thème, à propos de la recherche d'emblème pour l'Europe, *Humanisme* (d'octobre 1990) et *Mots* (de juin 1991), sur le thème de l'évolution de la notion de laïcité du siècle dernier à nos jours.

Nous avons donné peu de *conférences publiques*, en dehors de celles déjà évoquées plus haut ; citons *Cognac* dans une société d'histoire locale (sur « Marianne »), *Paris*, au Collège (cycle sur le Nationalisme organisé par l'Union rationaliste), et *Vizille*, au Musée d'histoire de la Révolution française (à l'invitation du professeur Michel Vovelle).

Dans le séminaire de M^{me} le professeur Héritier-Augé au Collège de France, dont le thème était celui des fraternités d'élection, nous avons présenté un exposé faisant état de nos travaux anciens sur les confréries comme de travaux plus récents sur les compagnonnages.

Nous avons participé activement à deux *colloques scientifiques*, le 22 novembre à Paris (UNESCO), le Colloque « De Gaulle en son siècle », avec une communication sur « De Gaulle devant la tradition républicaine » ; — et dans la semaine du 1^{er} mai à Santiago du Chili, colloque sur histoire et sociabilité au Chili, avec présentation de la conférence inaugurale et du rapport de conclusion.

Nous avons du 1^{er} juillet 1990 au 31 juin 1991 participé à 7 *jurys de soutenance de thèses*, 2 de nos élèves dans le cadre de l'Université de Paris I, et 5 dans d'autres établissements (2 à Nanterre, 1 à Paris VIII - Saint-Denis, 1 à l'Institut d'étude politique et 1 à l'EHESS).

Sociétés savantes et Commissions diverses : sans changement par rapport aux derniers comptes rendus.

M.A.